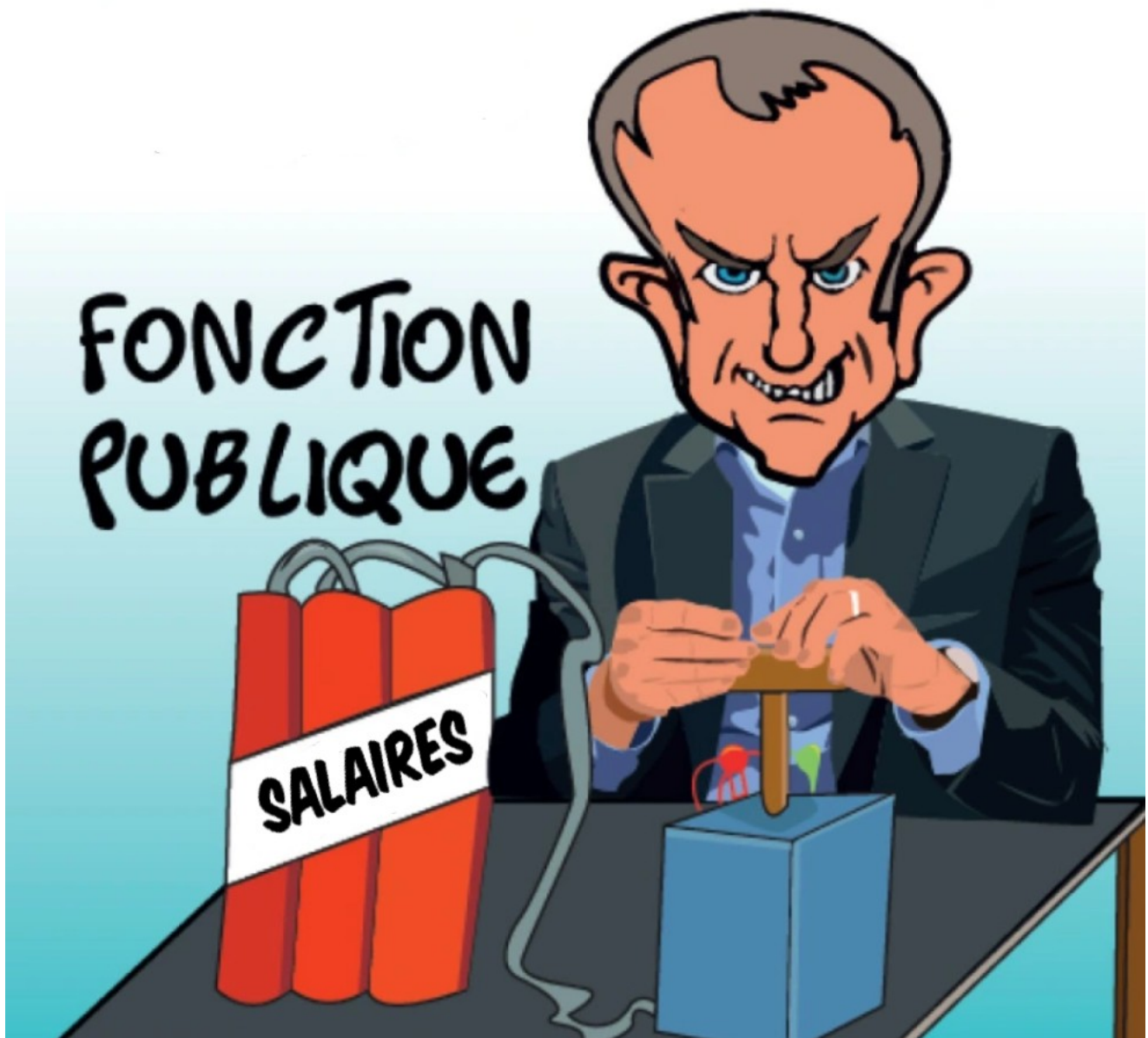


URGENCE POUR LES SERVICES PUBLICS !!
Pour nos salaires et nos conditions de travail

LE 19 MARS 2024

ON SE MOBILISE !!



À GAP

10h : Rassemblement au rond-point des Cèdres
11h : Manifestation jusqu'à l'hôpital !

URGENCE POUR LES SERVICES PUBLICS !!

Pour nos salaires et nos conditions de travail

Les organisations syndicales des UD des Hautes Alpes CFTD, CGT, FO, FSU, Solidaires) dénoncent la politique gouvernementale de blocage du point d'indice.

Entre le 1er janvier 2000 et le 1er mars 2024, l'inflation est de 49%. Aujourd'hui, pour retrouver la valeur réelle du point d'indice de janvier 2000, en euros constants, il faudrait revaloriser le point à hauteur de 28.5%. On connaît les conséquences de cette politique : plus d'un million d'agents publics ne perçoivent que le SMIC, les carrières sont tassées, les qualifications ne sont plus reconnues.

Il est urgent d'ouvrir sans délai des négociations pour améliorer les carrières et prendre des mesures générales pour les salaires, notamment en revalorisant le point d'indice, dans une situation d'effondrement du niveau des rémunérations des agent-es publics.

Loin de répondre sur la question des rémunérations et des conditions de travail, le président de la République a réaffirmé la mise en perspective d'une loi, qu'il qualifie « d'historique », pour la fonction publique visant selon lui à mieux reconnaître le « mérite ». Encore un coup pour déconstruire le statut des fonctionnaires : la méritocratie s'oppose au devoir de probité du fonctionnaire en incitant les agent-es à œuvrer dans leur propre intérêt ou celui de leur hiérarchie. Les fonctionnaires servent les intérêts des usagers et usagères. Ils et elles refusent un salaire plancher auquel s'ajouterait des primes d'activités annexes ou liées à de "bonnes pratiques" pour un semblant de hausse de salaire. En plus d'être contraires aux revendications des personnels, le salaire au mérite conduit à accentuer les inégalités de salaires entre hommes et femmes. Parce qu'elles sont plus souvent à temps partiel, parce qu'elles n'ont pas toujours la possibilité de s'investir autant que les hommes au-delà de leur temps de travail habituel, les femmes seront une nouvelle fois pénalisées.

Le gouvernement réclame 10 milliards d'économies pour les ministères et les agent-es qui mettent en œuvre les politiques publiques. Peut-on l'imaginer sans conséquence sur les services rendus à la population ? Dès cette année, l'annulation de 700 millions d'euros de crédits dans le budget de l'Éducation nationale est alarmante : elle va avoir des effets concrets et dramatiques pour les élèves, et pour les personnels déjà en sous-effectif. Le désengagement continu de l'Etat dans les services publics a entraîné au fil des années une dégradation significative des conditions de travail des agent-es. Suppression de postes, regroupements et fermetures de services, sous-traitance, les agent-es publics doivent exercer leurs missions avec toujours moins de moyens et de reconnaissance. Ils et elles se retrouvent en première ligne et bien trop souvent sont les cibles de dénigrement et d'agressions y compris physiques.

Cette situation n'est plus possible !

Il y a urgence à gagner sur les revendications salariales en revalorisation immédiatement de la valeur du point d'indice à hauteur de 10% et rattrapage des pertes de pouvoir d'achat depuis janvier 2000 et en refusant toute nouvelle rémunération au mérite !

**Pour faire plier le gouvernement,
tou·te·s en grève et dans la rue le 19 mars !**

À GAP

10h : Rassemblement au rond-point des Cèdres

11h : Manifestation jusqu'à l'hôpital !